

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2018

Aux Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de l'association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VALENCE, le 12 Juin 2019
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représentée par
Philippe FOURNIER



Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net 31/12/2018 | Net 31/12/2017 |
|--|----------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires | 3 289 | 3 289 | | |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 42 686 | 36 493 | 6 194 | 6 043 |
| Autres immobilisations corporelles | 11 211 | 10 365 | 847 | 1 171 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées aux participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 700 | | 700 | 700 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 57 887 | 50 147 | 7 740 | 7 914 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 1 001 | | 1 001 | 2 008 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 1 195 | | 1 195 | 2 026 |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 12 290 | | 12 290 | 13 440 |
| Autres créances | 54 195 | | 54 195 | 70 938 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 64 790 | | 64 790 | 106 030 |
| Charges constatées d'avance (3) | 10 548 | | 10 548 | 1 437 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 144 019 | | 144 019 | 195 879 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 201 906 | 50 147 | 151 760 | 203 793 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | | |

Bilan passif

| | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|----------------|----------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 22 972 | 22 972 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | -11 453 | 48 319 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 59 345 | -59 771 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 70 864 | 11 519 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 19 985 | 30 909 |
| Dettes fiscales et sociales | 52 510 | 147 501 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 1 430 | 2 232 |
| Produits constatés d'avance (1) | 6 970 | 11 632 |
| TOTAL DETTES | 80 896 | 192 274 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 151 760 | 203 793 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 80 896 | 192 274 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | | |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

Compte de résultat

| | 31/12/2018 | 31/12/2017 | Abs.(M) | Abs.(%) |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Ventes de marchandises | 14 540 | 20 955 | -6 415 | -30,61 |
| Production vendue (biens) | | | | |
| Production vendue (services) | 114 514 | 141 697 | -27 183 | -19,18 |
| Chiffre d'affaires net | 129 054 | 162 652 | -33 598 | -20,66 |
| <i>Dont à l'exportation et livraisons intracomm.</i> | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | 516 568 | 498 894 | 17 674 | 3,54 |
| Reprises sur provisions (& amort.), tsf charges | 873 | 299 | 574 | 191,98 |
| Autres produits | 32 | 5 | 27 | 536,62 |
| Total produits d'exploitation (I) | 646 527 | 661 850 | -15 323 | -2,32 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | 9 383 | 10 950 | -1 568 | -14,32 |
| Variations de stock | 1 007 | -402 | 1 409 | -350,80 |
| Achats matières premières et autres approvts | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes (a) | 264 710 | 261 331 | 3 379 | 1,29 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 3 335 | 3 991 | -656 | -16,43 |
| Salaires et traitements | 216 875 | 334 616 | -117 741 | -35,19 |
| Charges sociales | 74 968 | 107 027 | -32 059 | -29,95 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations: | | | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortiss. | 5 020 | 5 161 | -141 | -2,73 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciat. | | | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciat. | | | | |
| - Pour risques et charges : dotations aux provis. | | | | |
| Autres charges | 12 026 | 13 657 | -1 631 | -11,94 |
| Total charges d'exploitation (II) | 587 324 | 736 331 | -149 007 | -20,24 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 59 203 | -74 481 | 133 684 | -179,49 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| De participation (3) | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances actif im | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (3) | 383 | 474 | -91 | -19,22 |
| Reprises sur provisions et dépréciat.et tsf charg | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mob.de pl | | | | |
| Total produits financiers (V) | 383 | 474 | -91 | -19,22 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciat. | | | | |
| Intérêts et charges assimilées (4) | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières | | | | |
| Total charges financières (VI) | | | | |
| RESULTAT FINANCIER (V-IV) | 383 | 474 | -91 | -19,22 |
| RESULTAT COURANT avant impôt | 59 585 | -74 007 | 133 593 | -180,51 |

Compte de résultat (suite)

| | 31/12/2018 | 31/12/2017 | Abs.(M) | Abs.(%) |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Produits exceptionnels | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 103 | -103 | -100,00 |
| Sur opérations en capital | | 13 785 | -13 785 | -100,00 |
| Reprises sur provisions et dépréciation et tsf charges | | 483 | -483 | -100,00 |
| Total produits exceptionnels (VII) | | 14 371 | -14 371 | -100,00 |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | 240 | 135 | 105 | 77,90 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provis. | | | | |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 240 | 135 | 105 | 77,90 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | -240 | 14 236 | -14 476 | -101,69 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | | |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 646 909 | 676 694 | -29 785 | -4,40 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 587 564 | 736 466 | -148 902 | -20,22 |
| BENEFICE OU PERTE | 59 345 | -59 771 | 119 117 | -199,29 |
| (a) Y compris : | | | | |
| - Redevances de crédit-bail mobilier | | | | |
| - Redevances de crédit-bail immobilier | | | | |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | | | |
| (3) Dont produits concernant les entités liées | | | | |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées | | | | |

Annexe 

/// Règles et méthodes comptables

Désignation de l'entreprise : ASS LA CORDONNERIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 151 760 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 59 345 EURO.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

/// Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Installations techniques : 1 à 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 4 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

/// Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 11 594 EURO. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|--|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Valeurs brutes | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 3 289 | | | 3 289 |
| Immobilisations corporelles | 50 722 | 4 847 | 1 671 | 53 898 |
| Immobilisations financières | 700 | | | 700 |
| Total | 54 711 | 4 847 | 1 671 | 57 887 |
| Amortissements & provisions : | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 3 289 | | | 3 289 |
| Immobilisations corporelles | 43 508 | 5 020 | 1 671 | 46 857 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Total | 46 797 | 5 020 | 1 671 | 50 147 |
| ACTIF NET | | | | 7 740 |

Les flux s'analysent comme suit :

| | Immobilisations Incorporelles | Immobilisations corporelles | Immobilisations financières | Total |
|--------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------|
| Ventilation des augmentations | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements de l'actif circulant | | | | |
| Acquisitions | | 4 847 | | 4 847 |
| Apports | | | | |
| Créations | | | | |
| Réévaluations | | | | |
| Augmentations de l'exercice | | 4 847 | | 4 847 |
| Ventilation des diminutions | | | | |
| Virements de poste à poste | | | | |
| Virements vers l'actif circulant | | | | |
| Cessions | | 1 671 | | 1 671 |
| Scissions | | | | |
| Mises hors service | | | | |
| Diminutions de l'exercice | | 1 671 | | 1 671 |

Notes sur le bilan**Immobilisations incorporelles**

Durée de vie des logiciels = 1 an

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 77 733 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|---------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | 700 | | 700 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 12 290 | 12 290 | |
| Autres | 54 195 | 54 195 | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 10 548 | 10 548 | |
| Total | 77 733 | 77 033 | 700 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|--|--------------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 621 |
| Autres créances | 873 |
| Disponibilités | |
| Total | 1 494 |

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 04/07/2018.

| | Montant |
|--|----------------|
| Report à Nouveau de l'exercice précédent | 48 319 |
| Résultat de l'exercice précédent | -59 771 |
| Prélèvements sur les réserves | |
| Total des origines | -11 453 |
| Affectations aux réserves | |
| Distributions | |
| Autres répartitions | |
| Report à Nouveau | -11 453 |
| Total des affectations | -11 453 |

Tableau de variation des capitaux propres

| | Solde au 01/01/2018 | Affectation des résultats | Augmentations | Diminutions | Solde au 31/12/2018 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------------|---------------|----------------|------------------------|
| Capital | 22 972 | | | | 22 972 |
| Report à Nouveau | 48 319 | -11 453 | -11 453 | 48 319 | -11 453 |
| Résultat de l'exercice | -59 771 | 59 771 | 59 345 | -59 771 | 59 345 |
| Total Capitaux Propres | 11 519 | 48 319 | 47 892 | -11 453 | 70 864 |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 80 896 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|---------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 19 985 | 19 985 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 52 510 | 52 510 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 1 430 | 1 430 | | |
| Produits constatés d'avance | 6 970 | 6 970 | | |
| Total | 80 896 | 80 896 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|--|---------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 16 603 |
| Dettes fiscales et sociales | 11 593 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| Total | 28 196 |

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

| | Montant |
|-------------------------|---------------|
| Charges d'exploitation | 10 548 |
| Charges financières | |
| Charges exceptionnelles | |
| Total | 10 548 |

Produits constatés d'avance

| | Montant |
|-------------------------|--------------|
| Produits d'exploitation | 6 970 |
| Produits financiers | |
| Produits exceptionnels | |
| Total | 6 970 |

Notes sur le compte de résultat**Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes****Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 2 332 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Autres informations

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (art 244 quater C du CGI) dont a bénéficié l'entreprise au titre de l'exercice, a été intégralement utilisé à l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise.

SARL RF AUDIT ET REVISION
Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de Grenoble

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège Social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

1, Avenue Jean Monnet – 26000 VALENCE
Téléphone : 04.75.82.62.75 – Fax : 04.75.82.62.76
Siret 480 271 402 00012 – Code NAF 6920Z

ASSOCIATION SMA LA CORDONNERIE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 3, Quai Sainte Claire
26100 ROMANS SUR ISERE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2018**

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURAND L'EXERCICE

1. Conventions conclues avec la Mairie de Romans sur Isère dont certains élus sont également administrateurs de l'association SMA La Cordonnerie.

Administrateurs concernés : Marie-Hélène THORAVAL
Philippe LABADENS

Subvention de fonctionnement versée : 27 763.00 Euros

2. Mise à disposition à compter du 1^{er} juin 2013 par la Mairie de Nadège OTTONE en qualité de chargée de produit de spectacles à la SMA La Cordonnerie à raison de 70% de son temps de travail.

Prestations comptabilisées : 25 763.00 Euros hors taxes

3. Conventions conclues avec Valence Romans Agglo dont certains représentants sont également administrateurs de l'Association SMA La Cordonnerie.

Administrateurs concernés : Anne-Laure THIBAUT
François CAUMES
Serge MASSON
Marlène MOURIER
Marie-Hélène THORAVAL

Subvention de fonctionnement versée : 240 000 Euros

4. Mise à disposition gratuite de locaux à la Cité de la Musique par Valence Romans Agglos (1107 m² + 415m² en commun avec le Conservatoire) selon la concession domaniale signée le 26 décembre 2013 et ce à compter du 31 décembre 2013.

Fait à VALENCE, le 12 Juin 2019
Le Commissaire aux comptes,
La société RF AUDIT ET REVISION,
Représenté par
Philippe FOURNIER

